

02.12.2025 - 16:11 Uhr

Société Suisse des Entrepreneurs: Séance de négociation sur la CN n°9 / Le blocage des syndicats continue d'empêcher la conclusion d'un accord viable

Zurich (ots) -

Un paquet de mesures comprenant des hausses de salaires significatives a bien été négocié et les deux parties pourraient le soumettre à leurs instances décisionnaires. De par leurs revendications excessives en matière de renchérissement, les syndicats freinent l'approbation de l'accord. Ils laissent même sous-entendre la possibilité de se retrouver sans convention collective à partir du 1er janvier 2026 et acceptent de ce fait le travail au noir, le dumping salarial et des conditions de travail précaires. Cette approche est irresponsable. La SSE a donc lancé une pétition en ligne pour envoyer un signal clair contre une telle situation de vide conventionnel et demander des règles claires sur les chantiers.

Un généreux paquet salarial demeure bloqué

À l'occasion de la neuvième séance de négociation tenue ce mardi, les entrepreneurs se sont de nouveau déclarés prêts à introduire une indemnité de chantier sur les six prochaines années. Cette indemnité de chantier doit être mise en place progressivement d'ici à 2029 pour atteindre un total de 9 francs par jour. Cela correspond à une hausse de salaire d'environ 4%. Ils sont également disposés à couvrir le risque de renchérissement au cours de cette période. Dans le secteur des travaux souterrains, des augmentations considérables des suppléments seraient également prévues, ce qui entraînerait des hausses salariales de plus de 10%. Malgré ces concessions, les syndicats persistent à formuler des revendications supplémentaires. Cette attitude bloque actuellement l'ensemble du paquet salarial et continue de retarder la conclusion d'un accord pourtant à portée de main, et ce alors que les entrepreneurs ont indiqué leur volonté de se rapprocher des syndicats en ce qui concerne les ajustements fortement critiqués par ces derniers au sujet du travail le samedi, de la protection contre le licenciement des salariés âgés ou encore des déductions salariales pour les jeunes entrant dans la vie active.

Des engagements en faveur du pouvoir d'achat

Depuis 2019, les salaires ont augmenté de 7,5% dans le secteur principal de la construction, soit bien davantage que le renchérissement. Avec environ 5 000 francs pour les auxiliaires et 6 000 francs pour la main d'oeuvre qualifiée, les salaires minimaux dans cette branche sont parmi les plus élevés de toute l'Europe. Les entrepreneurs demeurent prêts à couvrir le renchérissement tant sur les salaires minimaux que sur les salaires effectifs avec un risque partagé.

Les entrepreneurs s'engagent également à maintenir le pouvoir d'achat via les salaires effectifs et sont disposés à ancrer ce principe de manière contraignante dans le préambule de la CN. Toutefois, les salaires effectifs doivent faire l'objet d'une certaine flexibilité au niveau entrepreneurial. C'est la seule façon pour les entreprises de récompenser les performances individuelles, de fidéliser les collaborateurs et collaboratrices expérimentées de manière ciblée et de renforcer leur attractivité sur le marché afin de recruter davantage de main d'oeuvre qualifiée. La SSE rappelle également la garantie fournie pour un départ anticipé à la retraite (FAR): les entrepreneurs ont déjà augmenté leur contribution à 6%, assurant ainsi un financement à long terme.

Des avancées sur le temps de travail et de déplacement

Le paquet négocié contient en outre des avancées concernant la réglementation du temps de déplacement liée au compte des heures en plus et en moins, qui devra à l'avenir présenter des limites supérieures et inférieures claires. Cette mesure s'accompagne de la création d'un compte épargne-temps individuel qui doit permettre d'accumuler des heures sur une plus longue durée et de les convertir ensuite pour des projets personnels afin de mieux concilier vie professionnelle et vie privée. Sur ce point, de nouveaux rapprochements ont eu lieu ce mardi, de sorte qu'une proposition pourrait être soumise aux instances décisionnelles concernées.

Une pétition contre le vide conventionnel

Actuellement, les revendications trop exigeantes des syndicats concernant les salaires - motivées par des considérations idéologiques - sont pratiquement les seules à empêcher la conclusion d'un accord et la mise en oeuvre du vaste paquet salarial. Les syndicats brandissent dans le même temps la menace du vide conventionnel, qui comporte de graves risques: travail au noir, dumping salarial et des conditions de travail précaires. Les

syndicats auraient donc tout intérêt à mener à terme les négociations sur la CN plutôt que de les freiner au moyen de nouvelles revendications maximalistes.

Cette situation a poussé la SSE à lancer une pétition en ligne intitulée "Non au travail au noir, au dumping salarial et aux conditions de travail précaires!" Le texte réclame des règles claires jusqu'à la ratification de la nouvelle CN et met en garde contre les dangers d'un vide conventionnel.

La prochaine séance de négociations est fixée au 12 décembre 2025.

Informations complémentaires: <https://ots.ch/KpeK5v>

Contact:

Jacqueline Theiler, responsable communication de la SSE
Tél. 058 360 76 42, jacqueline.theiler@baumeister.ch

Matthias Engel, porte-parole de la SSE
Tél. 058 360 76 35, matthias.engel@baumeister.ch

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100051907/100936988> abgerufen werden.